

Centrer les voix sous-représentées dans les projets LGBTQI+: Leçons apprises et bonnes pratiques

Groupe de travail du Fonds AGIRI

Les leçons apprises et bonnes pratiques suivantes ont été documentées dans le cadre des activités du groupe de travail du Fonds Agir ensemble pour l'inclusion (AGIRI). Ce groupe de travail rassemble des organisations canadiennes qui ont reçu un financement du Fonds AGIRI pour mener, en partenariat avec des organisations du Sud, des projets qui renforcent le respect, la protection et la réalisation des droits humains des personnes LGBTQI+.

Leçons apprises :

1 Certaines voix sont moins représentées que d'autres

Au sein des communautés LGBTQI+, toutes les expériences ne bénéficient pas de la même visibilité ni de la même reconnaissance. Par exemple, les femmes, les personnes vivant en ruralité, les personnes trans et non-binaires, les jeunes, les personnes autochtones, ou les personnes criminalisées, (personnes travailleuses du sexe, qui consomment des drogues, etc.) peuvent être moins visibles et avoir moins d'occasion de jouer un rôle actif au sein des initiatives LGBTQI+. De même, dans les espaces de concertations internationales, les personnes maîtrisant peu ou pas l'anglais sont souvent moins entendues. Reconnaître les inégalités de représentation et de pouvoir au sein des mouvements LGBTQI+ est essentiel pour mettre en place des pratiques plus équitables.

2 Il faut « centrer » les voix sous-représentées et non seulement les « inclure »

Souvent, au cours d'un projet, lorsqu'il est constaté que certains groupes de personnes sont moins représentés, des adaptations sont envisagées afin de mieux les rejoindre. Mais est-il suffisant de se demander comment inclure ces groupes dans le cadre d'un projet déjà établi? Idéalement, une initiative visant à engager une communauté en particulier devrait reconnaître l'expertise et centrer le leadership des membres de cette communauté pour identifier les enjeux, préciser les objectifs à atteindre, concevoir les activités et cerner qui impliquer. Cela signifie que la communauté peut elle-même créer et gérer ses espaces et ses programmes, ainsi que définir comment les groupes ou organisations alliés peuvent apporter du soutien.



3 Les réalités des communautés sous-représentées varient suivant les contextes

Les réalités vécues par les communautés LGBTQI+ sous-représentées ne sont ni homogènes ni transposables d'un contexte à un autre. Par exemple, les personnes LGBTQI+ issues des communautés autochtones en Amérique latine n'ont pas nécessairement les mêmes expériences ni les mêmes besoins que celles des communautés autochtones du Canada, bien qu'elles puissent avoir une compréhension commune de la marginalisation et de l'exclusion. Les priorités peuvent différer considérablement selon les pays, les régions ou même au sein d'un même territoire. Reconnaître cette diversité implique d'éviter les approches uniformes et de privilégier des interventions ancrées dans les contextes locaux. Cela suppose de faire preuve de flexibilité, d'écoute et d'humilité.



Bonnes pratiques

1 Centrer les voix sous-représentées de façon intentionnelle

Les initiatives qui s'adressent à l'ensemble des communautés LGBTQI+ tendent souvent à rejoindre principalement les groupes les plus visibles ou favorisés. Il est donc essentiel de définir clairement quels groupes seront engagés dans un projet et de centrer leurs voix de façon intentionnelle. Par exemple, une initiative s'adressant aux femmes LBT vivant en milieu rural doit prévoir des stratégies spécifiques pour s'assurer que le leadership de ces femmes oriente la conception, la gestion et l'évaluation du projet. Il est important que les groupes dominants reconnaissent le pouvoir et les privilèges qu'ils détiennent, ainsi que la manière dont ces dynamiques se manifestent dans leurs relations et interactions avec d'autres groupes. Les groupes dominants doivent réfléchir à leurs propres intérêts et motivations et être prêts à céder du pouvoir et du contrôle.

2 S'appuyer sur l'expertise des communautés, en amplifiant une diversité de voix

Il est essentiel de soutenir les initiatives qui émergent des communautés elles-mêmes et de s'appuyer sur leur expertise pour le développement des nouveaux projets. Par exemple, les organisations locales de personnes trans sont les mieux placées pour identifier les besoins prioritaires des personnes trans. Il est également important de

reconnaître la diversité des expériences au sein d'une même communauté : les personnes trans peuvent avoir des besoins différents selon leur âge, leur statut socio-économique, leur vécu personnel ou familial, etc. Les initiatives doivent créer des espaces où les membres des communautés peuvent partager cette diversité d'expertises et d'expériences. Amplifier une pluralité de voix enrichit les perspectives et permet d'éviter que seules les opinions des groupes les plus visibles ou les mieux dotés en ressources ne guident les décisions.





3 Reconnaître les tensions internes aux communautés

Les communautés LGBTQI+ ne sont pas homogènes : elles englobent une diversité de perspectives et, parfois, des tensions émergent. Il est important de reconnaître ces tensions et de faciliter les échanges avec sensibilité, en créant des espaces où les voix traditionnellement marginalisées peuvent être entendues. Dans certains cas, il peut être plus constructif de reconnaître la diversité des besoins et des points de vue plutôt que de chercher à atteindre un consensus qui risquerait d'effacer certaines expériences.

4 Prévoir des structures de participation souples et diversifiées

Les projets doivent tenir compte des obstacles que peuvent rencontrer les membres des communautés moins représentées, comme la langue, la sécurité ou le manque de temps. Il est utile de proposer différents formats de participation (en ligne ou en présentiel, ponctuels ou réguliers, à l'oral ou à l'écrit, etc.) et de permettre plusieurs niveaux d'engagement. Ce sont les communautés elles-mêmes qui devraient déterminer les méthodes de participation les plus appropriées et pertinentes pour elles. Des comités consultatifs ou des cercles d'échange peuvent aider les membres des communautés sous-représentées à participer activement, à condition que leurs avis aient un vrai impact sur les décisions. Il est aussi important de reconnaître et de valoriser leur temps et leurs contributions, par exemple par une compensation appropriée, pour soutenir un engagement durable et équitable.

5 Réduire les barrières linguistiques et contextuelles

Dans plusieurs espaces LGBTQI+, l'anglais domine, ce qui peut restreindre l'engagement de certaines personnes, même de celles qui maîtrisent l'anglais, mais peinent à s'exprimer dans cette langue avec nuance et assurance. Centrer les voix sous-représentées implique d'aller au-delà de la traduction : valoriser l'utilisation des langues locales, encourager les discussions en petits groupes, éviter le jargon et expliquer les termes techniques, utiliser des supports visuels, etc. Il est essentiel de travailler avec les personnes issues des communautés pour identifier les approches les plus appropriées pour faire entendre une diversité de voix, en tenant compte des normes sociales et des modes de communication propres aux différents contextes.

6 Respecter l'autonomie et les modes de fonctionnement des communautés

Chaque communauté fonctionne selon des pratiques qui lui sont propres, et certains groupes ne souhaitent pas adapter leurs méthodes de travail aux exigences spécifiques d'un projet. Par exemple, certains groupes privilégient une tradition orale et une approche de travail souple et ne désirent pas s'engager à rédiger des rapports formels ou à respecter des échéanciers stricts. Il est important de respecter l'autonomie des communautés, tout en expliquant les contraintes liées à l'obtention de certains financements. Dans certains cas, il peut être utile de proposer des solutions flexibles, comme des formats de restitution alternatifs, un accompagnement adapté ou un soutien logistique, afin de permettre à certaines communautés de participer, tout en préservant leurs modes de fonctionnement.



7 Construire la confiance

Reconnaître les réalités politiques plus larges est essentiel pour établir une relation de confiance avec les communautés. Par exemple, pour des organisations canadiennes, collaborer avec des activistes autochtones LGBTQI+ en Amérique latine peut nécessiter de reconnaître les impacts environnementaux et sociaux de certaines activités d'entreprises canadiennes sur les populations locales. Les personnes LGBTQI+ autochtones engagées dans les luttes environnementales et territoriales peuvent vivre des formes particulières de marginalisation ou d'invisibilisation, y compris au sein des mouvements écologistes eux-mêmes. Cela implique de réfléchir à sa propre position et de reconnaître que les partenariats Nord-Sud s'inscrivent dans des dynamiques de pouvoir globales qui contribuent aux inégalités et à la marginalisation de certains groupes. Faire preuve de transparence et aborder ces enjeux avec humilité est essentiel pour créer un climat où les communautés se sentent à l'aise de s'exprimer et d'exercer pleinement leur leadership.

8 S'engager à long terme

Établir des relations significatives et équitables avec des communautés LGBTQI+ sous-représentées et des organisations dirigées par celles-ci demande un engagement qui dépasse le cadre d'un projet ponctuel. Les financements à court terme peuvent nuire, car les groupes dont les droits sont constamment violés peuvent hésiter à investir du temps et de l'énergie dans des relations susceptibles d'être interrompues rapidement. Une collaboration à long terme exige des efforts, mais permet de mieux comprendre les dynamiques locales, les enjeux de sécurité et les réalités spécifiques vécues par différentes communautés LGBTQI+, tout en soutenant des changements durables.



9 Questionner les approches établies et identifier des opportunités d'amélioration

Les projets LGBTQI+ doivent régulièrement évaluer leurs pratiques et hypothèses pour détecter d'éventuels biais ou obstacles à la participation. Dans un contexte de solidarité Nord-Sud, cela implique d'analyser les dynamiques de pouvoir, les méthodes de consultation et les modes de collaboration. Cette réflexion peut conduire à repenser la manière dont les partenariats sont établis, les responsabilités partagées et les décisions prises. Cette réflexion implique également de questionner certaines approches fondées principalement sur la gestion des risques ou le principe de « ne pas nuire ». Bien que la sécurité des personnes LGBTQI+ doive demeurer centrale, les décisions concernant les risques et les formes de visibilité ne devraient pas être prises uniquement par des organisations externes. Les communautés concernées sont les mieux placées pour définir ce qui constitue un risque acceptable, les stratégies de visibilité appropriées et les formes de mobilisation pertinentes dans leur contexte. Une prudence excessive peut parfois contribuer, involontairement, au maintien de dynamiques d'invisibilisation et d'exclusion. Questionner les approches devrait être une démarche continue impliquant d'être véritablement à l'écoute des communautés, de reconnaître les biais et les erreurs, et de rester prêt à ajuster ses pratiques.

10 Profiter des transitions pour revoir les pratiques

Les phases de transition, comme la fin d'une phase de projet ou le lancement d'une nouvelle initiative, offrent des occasions privilégiées de réfléchir aux enseignements tirés, de réévaluer les pratiques et de redéfinir les priorités. Alors que les projets AGIRI tirent à leur fin, les organisations doivent en profiter pour questionner leurs pratiques et faire des efforts conscients pour centrer le leadership des communautés sous-représentées.



En partenariat avec

Canada

